



DÉCLARATION DE BOYCOTT **DE LA RÉUNION DU 22 NOVEMBRE 2024 SUR LE CHANTIER DE LA** **SURVEILLANCE**

Monsieur le Directeur,

Suite aux échanges bilatéraux survenus entre le Ministre de la Fonction Publique et les Organisations Syndicales représentatives nationales, nous avons été amenés à témoigner de l'absence totale de concertation concernant la mise en place de l'agenda social ainsi que dans l'élaboration d'un certains nombres de projets menés sans aucune discussion préalable.

Sont concernées l'augmentation du nombre de jours de carence dans la Fonction Publique à 3 jours ainsi que la diminution de l'indemnisation des jours d'arrêt maladie.

S'en sont suivies nombre de déclarations des membres du gouvernement sur l'abandon de la garantie individuelle du pouvoir d'achat (GIPA), le gel prévu du point d'indice pour 2025, le report (jusqu'à fin 2026 ?) de la mise en place de la protection sociale complémentaire (PSC) des agents publics.

Ajoutons à tout cela les propos et déclarations du Ministre de la Fonction Publique au sujet de la « fusion » des services publics ainsi que sur les projets, toujours plus ou moins d'actualité, sur la rémunération des fonctionnaires, le renforcement de la mobilité et la facilitation des licenciements des agentes et agents publics.

Dans ce contexte, nous vous avons fait part de nos doutes sur la pertinence d'un approfondissement du chantier de la surveillance par une consultation sous forme de questionnaire directement adressé aux agents, qui nous apparaît aujourd'hui plus clair.

Il ne s'agissait que d'une manœuvre dilatoire, dont la nécessité n'a été dictée au Directeur Général que par un manque de perspectives budgétaires à l'époque de son lancement.

Il y a fort à parier que cette consultation ne débouchera sur rien et il est certain qu'elle ne revêt au niveau local aucun intérêt informatif, qu'elle ne porte aucun enjeu au profit des agents, aucune importance dans l'appréhension des métiers de la surveillance, aucun intérêt stratégique pour la menée du chantier de l'évolution de la surveillance et qu'il s'agit en réalité de beaucoup d'agitation pour rien !

Nos collègues attendent des garanties concrètes concernant la revalorisation de leur rémunération, des moyens en effectifs à la hauteur de leurs missions, l'amélioration de leurs conditions de travail et la prise en compte de la pénibilité. Il est de notre rôle de leur faire comprendre que cela passe par la mise en place de mobilisations et non dans des vaines discussions et palabres, dont le but inavoué est de légitimer la remise en cause de leurs droits et garanties.

C'est pour toutes ces raisons, Monsieur le Directeur, que nous boycottons la réunion de ce jour, vendredi 22 novembre 2024, et que nous appelons les agents à participer massivement à la journée d'action organisée le 05 décembre prochain.

Les représentants Nouvelle-Aquitaine CGT Douanes, SOLIDAIRES Douanes et UNSA Douanes.